

...qui masque une exploitation féroce

Mais derrière ce décor tape-à-l'œil, il y a la vie quotidienne des ouvriers du Joint, les salaires misérables, les conditions de travail épuisantes, les horaires qui n'en finissent pas.

Le Joint est une des usines qui payent le moins de toute la région : de 75 à 85 000 francs par mois pour près de 47 heures de travail par semaine. A qualification égale, on y gagne 2 F de moins de l'heure que sur les autres boîtes de la région. C'est tellement peu que le Joint est souvent l'entreprise d'appoint, celle où l'on va bosser en attendant de trouver mieux. Le patron pratique d'ailleurs dans ce domaine une politique de division systématique ; entre deux ouvrières des presses, par exemple, il peut y avoir des écarts de salaires incroyables :

« Nous faisons le même travail, sur les mêmes machines, et nous sommes payées différemment ; la plus ancienne de nous deux gagne 19 centimes de moins par heure que l'autre. Il faut avoir une tête qui plaît au chef d'équipe pour être bien payée... »

En 2 ou 3 x 8, c'est un travail souvent très sale, toujours éreintant sous les cadences et dans le bruit. Dans le hall No 2, au mélange, c'est là que dans la poussière on dose les produits de base (noir, souffre, craie, etc...) qui donneront la gomme. C'est le coin le plus déguelasse : d'ailleurs les ouvriers bouffent à part ! Ensuite on passe au boudinage : là la gomme est débitée en éléments finis ou semi-finis : une cinquantaine d'hommes et de femmes triment dans le bruit et le talc. Toujours dans le même hall, et la même ambiance de talc et de bruit, l'UMC, c'est l'atelier de tronçonnage et de la chaîne des aérosols (joints pour « bombes ») : là, il faut respecter la cadence. Enfin l'Adiant : c'est la fabrication des joints d'amiante. On y manipule des produits toxiques et le boulot est particulièrement salissant : on l'a surnommé d'ailleurs l'« atelier de la mort ».

C'est dans le hall 3 et 4 que bosse le gros du personnel dans la chaleur des presses, le bruit et la poussière des soufflettes à air comprimé. Selon que vous travaillez devant une presse moderne ou une vieille presse porte-feuille, vous bénéficiez de vos 40^o en été ou de vos 40^o en hiver et de 50^o en été :

« en été 71, le patron était obligé de tolérer des pauses exceptionnelles : on tombait comme des mouches ! »

Ce travail se fait

debout et certaines charges font leur poids !

Il y a bien sûr l'entretien : là c'est la panique pour avoir du matériel adapté. Et au bout du cycle c'est le SIMAB : c'est là que s'effectuent les vérifications à la loupe. Courbé sur des milliers de pièces pour le plus grand « bien » de ses yeux et son dos, il faut vérifier son compte par jour. Pour limiter les conversations, il y a une musique d'ambiance qui accompagne les grognements du contremaître sorti du rang. Pour souffler et pisser, vous avez vos deux pauses par équipe !

C'est contre cette exploitation forcenée que les travailleurs du Joint ont engagé et en grande partie gagné une première grande bataille de 8 semaines.

l'eau bout dans la marmite

Malgré ces conditions de salaire et de travail, il était communément admis que le Joint était une entreprise « calme » : en Mai 68, c'était Sambre et Meuse qui était venue la faire débrayer. Et ce n'est que depuis ce moment que des sections syndicales avaient pu s'implanter. La CGT avait été jusqu'en 70 largement majoritaire : mais depuis deux ans la CFDT dominait aux élections professionnelles et par l'activité de ses militants. La syndicalisation restait faible et de toutes façons le patron faisait tout pour ignorer ces organisations ! Un jeune turc, le directeur Donnat, avait annoncé la couleurdès son arrivée : « J'ai mâté les gars du Nord, ce sera la même chose avec les bretons ! ». Mais ces rododontades de garde-chiourme ne vont durer qu'un temps : il se prépare une cuisante leçon.

Déjà en 71, deux petites luttes avaient témoigné de la combativité qui s'accumulait dans l'entreprise : à Adiant, puis au Boudinage, deux grèves spontanées sur des objectifs très catégoriels avaient éclaté : les revendications n'intéressaient pas l'ensemble du personnel. Le patron fit jouer la division et réussit à faire échouer ces mouvements. (1).

Mais, vers la mi-février 72, la température recommence à monter sérieusement dans l'usine : pour beaucoup les primes de fin d'année avaient déjà été maigres, et en plus le patron semblait vouloir tabler sur ses soi-disant mauvais résultats de 71 pour limiter au maximum les rallonges de salaires de 72. Alors, on n'attend pas l'échéance de l'augmentation d'avril : on s'en inquiète de suite.

Comme le patron fait la sourde oreille, à partir du 23 février les délégués réunissent chaque équipe une demi heure dans le hall, sous le bureau de Donnat. Et on discute : il n'y a pas de raison qu'on soit en retard sur l'usine-sœur de Bezons et sur les autres boîtes de la région ; il n'y a pas de raison que notre pouvoir d'achat fonde comme neige au soleil avec la hausse des prix. Voilà pourquoi on a avancé la revendication de 70 centimes pour tous (40 pour le rattrapage, et 30 pour la progression). Dès le départ les débrayages sont massifs, et les jeunes donnent le ton !

Mais visiblement, face à une direction aussi butée, une demi-heure par jour, même appuyée par des meetings devant les grilles avec coups de gueule des responsables départementaux, ça ne fait pas le poids. Donnat d'ailleurs le prend de haut : Après avoir expliqué le 23 aux délégués que leurs revendications étaient inadmissibles (pensez donc, ça équivaldrait à une progression de 27 à 29 % de la masse salariale...) il raconte à qui veut l'entendre que tout ça c'est du « folklore » !

En tout cas, ça continue : le vendredi 25, à 11 H30, un meeting devant les portes de l'usine a voté à main levée la poursuite du mouvement. On semble donc à ce moment s'acheminer vers une « grève d'usure ». La plupart des agents de maîtrise après avoir hésité se rallient. Et les

(1) La Ligue était déjà intervenue à ce moment avec une Taupé Rouge pour poser le problème d'objectifs capables de mobiliser l'ensemble du personnel.